

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUIN 1903.

Projet de loi approuvant la Convention conclue le 13 novembre 1901
entre le Gouvernement et la Compagnie du chemin de fer du Congo.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Dans leur assemblée générale extraordinaire du 14 décembre 1901, les actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Congo ont, à l'unanimité, approuvé la convention conclue avec l'État belge le 13 novembre précédent, et dont le texte est inséré en annexe au présent document.

Cette convention a reçu également, le 24 février 1902, l'approbation de l'État Indépendant du Congo. Il reste — et c'est l'objet du présent projet de loi — à la soumettre à la ratification de la Législature.

Le Gouvernement a pensé qu'il n'y avait point d'utilité à saisir les Chambres de ce projet au cours de la session dernière, dont la durée, forcément réduite, laissait à peine au Parlement le loisir d'épuiser les objets les plus urgents d'un ordre du jour surchargé. En effet, le but immédiat de la convention, l'abaissement des tarifs appliqués sur le chemin de fer africain, se trouvait atteint dès le 1^{er} juillet 1902 par le fait de la mise en vigueur d'une autre convention, passée le 12 novembre 1901 entre la Compagnie et l'État Indépendant et inspirée de la même pensée.

Par l'une comme par l'autre convention se trouve réalisé le desideratum que le Gouvernement, à l'occasion du projet de loi relatif aux avances faites par la Belgique à l'État Indépendant, indiquait dans les termes suivants :

« Dans la seconde éventualité, — annexion différée, — le mieux serait,
» semble-t-il, d'amener la Compagnie à réaliser un abaissement immédiat et
» notable de ses tarifs de transport au lieu de l'abaissement progressif que
» l'article 24 de son cahier des charges permet de lui imposer, — sauf à lui

» garantir en échange de ce sacrifice une renonciation temporaire au droit
» de rachat, lequel serait postposé d'un nombre d'années à convenir (1). »

Il semble superflu d'insister sur les conséquences heureuses, pour le commerce congolais, d'un dégrèvement de cette importance qui, sous le régime des conventions antérieures, n'eût pu être réalisé que par étapes. La cherté des transports est, au Congo, l'une des plus lourdes entraves à l'essor de la production et de l'échange. Une mesure qui apporte une amélioration sérieuse et immédiate à cet état de choses aura sans aucun doute une répercussion sensible sur l'activité économique de l'État africain.

Ce premier dégrèvement pourra, à partir du 1^{er} juillet 1907 et d'année en année, être suivi de nouvelles réductions de 5 % jusqu'au moment où les tarifs perçus représenteront une moyenne de 25 centimes par tonne kilométrique, pour autant que la recette nette annuelle de la ligne dépasse 15.300 francs par kilomètre.

Ainsi que le Gouvernement a eu l'occasion de le faire remarquer (2), le chiffre de 15.300 francs correspond à une recette nette de 5,940,000 francs, permettant d'attribuer aux intéressés les avantages qu'ils pouvaient légitimement escompter au moment de la souscription.

En échange du sacrifice de recettes auquel elle a consenti, la Compagnie du chemin de fer obtient, tant de l'État Indépendant que de la Belgique, l'ajournement de la faculté d'exercer le droit de rachat qu'ils se sont tous deux réservé : cette faculté est suspendue de part et d'autre jusqu'au 1^{er} juillet 1916.

Aux termes de la convention conclue le 27 mars 1896 entre le Gouvernement belge et la Compagnie, le droit de rachat conféré à l'État belge expire le 1^{er} juillet 1903. La convention nouvelle ne stipule, à part la suspension temporaire, aucune condition de temps; en d'autres termes, l'État belge acquiert un droit perpétuel au lieu d'un droit dont la période d'existence est sur le point de prendre fin, sans que, d'ailleurs, les conditions financières du rachat, précédemment adoptées, subissent aucune modification.

Telle est, Messieurs, la portée de la convention que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation des Chambres en leur en signalant l'urgence.

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*
P. DE SMET DE NAEYER.

(1) Document parlementaire, Chambre, session de 1900-1901, n° 214, page 33.

(2) Document parlementaire cité, p. 34.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,**

A tous présents et à venir, Salut.

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue le 15 novembre 1901 avec la Compagnie du chemin de fer du Congo.

ART. 2.

La présente loi sortira ses effets le lendemain de sa publication.

Donné à Laeken, le 4 juin 1903.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,**

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Is goedgekeurd het hierbijgevoegd verdrag, gesloten den 15 November 1901 met de « Compagnie du chemin de fer du Congo ».

ART. 2.

Deze wet zal in werking treden daags na hare aankondiging.

Gegeven te Laken, den 4 Juni 1903.

LÉOPOLD.**PAR LE ROI :**

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

A N N E X E

CONVENTION DU 13 NOVEMBRE 1904.

Entre :

L'ÉTAT BELGE, représenté par le comte de Smet de Naeyer, ministre des finances et des travaux publics, d'une part,

Et la COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU CONGO, société anonyme constituée le 31 juillet 1889, par acte passé devant M^e Van Halteren, notaire à Bruxelles, représentée par MM. Despret, Édouard, président du Conseil d'administration, et le lieutenant-colonel Albert Thys, administrateur-directeur général, agissant au nom de la société, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par le Conseil d'administration dans sa séance du 5 novembre 1904, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le premier alinéa de l'article 4 de la convention conclue le 27 mars 1896 entre le Gouvernement et la Compagnie du chemin de fer du Congo est modifié comme il suit :

« Sans préjudice au droit de rachat que l'État du Congo s'est réservé,
» l'État belge aura, à partir du premier juillet mil neuf cent seize, le droit
» de racheter la concession aux conditions suivantes :

» »

Cette modification sera apportée à l'article 34, premier alinéa, des statuts de la Compagnie.

ART. 2.

L'article 21 de la convention conclue le 9 novembre 1889 entre l'État Indépendant et la Compagnie du chemin de fer du Congo sera modifié d'après les bases suivantes :

Les tarifs en vigueur à la date du premier juillet mil neuf cent un seront, à partir du premier juillet mil neuf cent deux, abaissés de vingt-cinq pour cent.

En outre, et jusqu'au moment où les tarifs perçus représenteront une moyenne de vingt-cinq centimes par tonne kilométrique, le Gouvernement

de l'État Indépendant pourra, à partir du premier juillet mil neuf cent sept et, d'année en année, exiger une réduction de cinq pour cent des tarifs de transport chaque fois que la recette nette annuelle de la ligne aura dépassé quinze mille trois cents francs par kilomètre.

Les réductions prévues aux deux alinéas précédents pourront ne pas être appliquées uniformément à tous les transports effectués par le chemin de fer; mais, dans l'ensemble, elles devront équivaloir à une diminution de recettes égale à celle qui résulterait de l'application uniforme de ces réductions.

Par recette nette, on doit entendre la recette brute d'exploitation, déduction faite des dépenses d'exploitation et de la somme à attribuer au fonds de réfection et de renouvellement.

La Compagnie s'engage à transporter à prix coûtant tout le matériel nécessaire tant à la construction qu'à l'armement des lignes de chemin de fer qui seront établies ultérieurement en amont du Stanley-Pool.

ART. 3.

La présente convention est faite sous réserve d'approbation par la Législature, par l'État Indépendant et par l'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Congo.

ART. 4.

La présente convention sera enregistrée gratis.

Fait en double à Bruxelles, le 13 novembre 1901.

(s.) E. DESPRET,
THYS.

(s.) C^{te} DE SMET DE NAEYER.



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JUNI 1903.

Wetsontwerp tot goedkeuring van het verdrag den 13 November 1901 gesloten tusschen den Belgischen Staat en de « Compagnie du chemin de fer du Congo ».

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In hunne buitengewone algemeene vergadering van 14ⁿ December 1901, hebben de aandeelhouders der maatschappij van de « Compagnie du chemin de fer du Congo », bij eenparigheid van stemmen, het verdrag goedgekeurd dat, op vorigen 15ⁿ November, gesloten werd met den Belgischen Staat en waarvan de tekst, bij dit document, als bijlage voorkomt.

De Regeering heeft gedacht, dat het zonder voordeel zou zijn dit ontwerp aan de Kamers voor te leggen tijdens den duur van den jongsten zitting, duur welke door den drang van de zaken zoodanig werd verkort, dat aan het Parlement ter nauwernood den tijd overbleef om de behandeling te eindigen van de meest dringende werkzaamheden welke aan zijne overbelaste dagorde stonden. Immers, het onmiddellijk doel van het verdrag: verlaging van het tarief toegepast bij den Afrikaanschen spoorweg, vindt, van 1 Juli 1902 af, zijne verwezenlijking, door het feit van het ten uitvoer brengen van een ander verdrag, gesloten, op 12 November 1901, tusschen de Maatschappij en den Onafhankelijken Staat, verdrag dat van hetzelfde gedacht uitging.

Door het een zoowel als door het ander verdrag is bereikt de wensch die de Regeering, ter gelegenheid van het wetsontwerp betreffende de door België aan den Onafhankelijken Congo-Staat gedane voorschotten, in de volgende bewoordingen te kennen gaf :

« In de tweede gebeurlijkheid — uitgestelde inlijving — ware het beste, » naar het schijnt, de Maatschappij ertoe te brengen hare vervoerprijzen » onmiddellijk en merkkelijk te verlagen, in plaats van zulks op toenemende » wijze langzamerhand te doen, zooals haar volgens artikel 21 van het » lastenkohier mag worden opgelegd, — behalve haar, in ruiling van die

» opoffering, tijdelijk afzien te verzekeren van het naastingrecht, dat tot » een overeen te komen getal jaren zou worden verschoven (¹). »

Onnoodig aan te dringen op de heilzame gevolgen voor den Congoleeschen handel van eene zoo belangrijke vermindering welke, onder beheer der vroegere verdragen, niet dan stap bij stap kon verwezenlijkt worden. De hooge vervoerprijzen zijn een der voornaamste oorzaken die, in den Congo, de snelle ontwikkeling van opbrengst en handel verhinderen. Dusdanige maatregel waarbij ernstige en dadelijke verbetering aan dien staat van zake wordt toegebracht, zal de huishoudkundige bedrijvigheid van den Afrikaanschen Staat ongetwijfeld op gevoelige wijze aanprikken.

Die eerste vermindering kan plaats hebben met aanvang van 1 Juli 1907 en van jaar tot jaar gevolgd worden door nieuwe verlagingen ten bedrage van 5 %, tot op het oogenblik, dat de geheven tarieven een gemiddelden prijs zullen vertegenwoordigen van fr. 0.25 per kilometrieke ton, voor zoover de jaarlijksche ontvangst der lijn meer bedrage dan 15,300 frank per kilometer.

Zooals de Regeering gelegenheid had te doen opmerken (²), stemt het cijfer van 15,300 frank overeen met eene zuivere ontvangst van 5,940,000 frank, toelatende de ten gunste van de belanghebbenden voordeelen te verzekeren welke zij, bij hunne inschrijving, met billijkheid mochten te gemoet zien.

In ruiling dier opoffering van ontvangsten door de spoorwegmaatschappij bewilligd, bekomt zij, zoowel van wege den Onafhankelijken Staat als van wege België, de verschuiving van het recht tot naasting, hetwelk beide zich hebben voorbehouden.

Van wederzijds wordt dit recht geschorst tot 1 Juli 1906.

Naar luid van het verdrag gesloten op 27 Maart 1896 tusschen de Belgische Regeering en de Maatschappij, vervalt, op 1 Juli 1903, het aan den Belgischen Staat toegekend recht tot naasting. In het nieuw verdrag wordt, behalve de tijdelijke schorsing, geene voorwaarde van tijd bedongen; in andere woorden, de Belgische Staat verkrijgt een perpetueel of altijddurend recht, in plaats van een recht waarvan de duur van bestaan op het punt is te eindigen, zonder dat, overigens, de financieele voorwaarden van naasting die vroeger werden aangenomen, de minste wijziging ondergaan.

Ziedaar, Mijne Heeren, de bedoeling van het verdrag dat, volgens de bevelen van den Koning, ik de eer heb aan der Kammers goedkeuring voor te leggen, met verzoek de dringendheid van hetzelfde in aanmerking te willen nemen.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,
P. DE SMET DE NAEYER.*

(¹) *Document parlementaire*, Kamer, zitting 1900-1901, n^o 214, blz. 53.

(²) *Ibidem*, blz. 54.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut:

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue le 13 novembre 1901 avec la Compagnie du chemin de fer du Congo.

ART. 2.

La présente loi sortira ses effets le lendemain de sa publication.

Donné à Laeken, le 4 juin 1903.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil:

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Is goedgekeurd het hierbijgevoegd verdrag, gesloten den 13 November 1901 met de « Compagnie du chemin de fer du Congo ».

ART. 2.

Deze wet zal in werking treden daags na hare aankondiging.

Gegeven te Laken, den 4 Juni 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

BIJLAGE.

VERDRAG VAN DEN 13 NOVEMBER 1901.

Tusschen :

Den BELGISCHEN STAAT, vertegenwoordigd door graaf de Smet de Naeyer, Minister van Financiën en Openbare Werken, eenerzijds,

En de « COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU CONGO », naamlooze maatschappij opgericht den 31 Juli 1889, bij akte verleden voor Mr Van Halteren, notaris te Brussel, vertegenwoordigd door de heeren Despret, Edouard, voorzitter van den Raad van beheer, en luitenant-kolonel Albert Thys, beheerder-directeur generaal, handelende in naam der Maatschappij uit kracht van de lastgeving die hun werd opgedragen door den Raad van beheer in zijne vergadering van 5 November 1901, anderzijds,

Er is overeengekomen hetgeen volgt :

ARTIKEL EEN.

De eerste alinea van artikel 4 van het verdrag gesloten op 27 Maart tusschen de Regeering en de « Compagnie du chemin de fer du Congo » is gewijzigd zooals volgt :

« Onverminderd het recht tot naasting dat de Congo-Staat zich heeft voorbehouden, heeft, van eersten Juli duizend negen honderd zestien af, de Belgische Staat het recht tot naasting der vergunning in de navolgende voorwaarden :

» »

Die wijziging zal gedaan worden in artikel 51, eerste alinea, der statuten van de Maatschappij.

ART. 2.

Artikel 21 van het verdrag gesloten op 9 November 1889 tusschen den Onafhankelijken Staat en de « Compagnie du chemin de fer du Congo », zal gewijzigd worden volgens de nakomende grondslagen :

De op eersten Juli duizend negen honderd en een in toepassing zijnde tarieven zullen, van eersten Juli duizend negen honderd en twee af, verlaagd worden met vijf en twintig ten honderd.

Daarenboven, en tot het oogenblik waarop de geheven tarieven een gemid-

delden prijs vertegenwoordigen van vijf en twintig centiemen de kilometrieke ton, zal de Regeering van den Onafhankelijken Staat, te beginnen van eersten Juli duizend negen honderd en zeven, en van jaar tot jaar, eene vermindering der vervoertarieven ten bedrage van vijf ten honderd mogen eischen, telkens dat de jaarlijksche zuivere ontvangst der lijn meer bedraagt dan vijftien duizend drie honderd frank per kilometer.

De verlagingen bij de twee vorige alinea's voorzien, behoeven niet in gelijke mate te worden toegepast op al het vervoer door den spoorweg gedaan; doch in hun geheel dienen zij eene vermindering van ontvangsten te bedragen gelijk aan die welke zich zou voordoen in dien deze verlagingen gelijkmatig werden toegepast.

Onder zuivere ontvangst dient te worden verstaan, de onzuivere ontvangst van exploitatie, na aftrek der kosten van exploitatie en der som toe te kennen aan het fonds voor herstelling en hernieuwing.

De Maatschappij gaat de verbintenis aan om tegen kostenden prijs te vervooeren het materieel noodig zoowel voor het aanleggen als het bewapenen der spoorweglijnen die, stroomopwaarts Stanley-Pool, later zullen worden aangelegd.

ART. 3.

Dit verdrag wordt gesloten, mits voorbehoud van goedkeuring door de Wetgeving, door den Onafhankelijken Staat en door de algemeene vergadering van aandeelhouders der « Compagnie du chemin de fer du Congo ».

ART. 4.

Dit verdrag zal kosteloos geregistreerd worden.

In dubbel opgemaakt te Brussel, den 13^e November 1901.

(get.) DESPRET,
THYS.

(get.) Graaf DE SMET DE NAEYER.

